

« Le Parti des travailleurs du Kurdistan s'est transformé en une force luttant pour la démocratie radicale » - Le nouveau PKK a déclenché une révolution sociale au Kurdistan

mercredi 15 octobre 2014, par [TAYLOR Rafael](#) (Date de rédaction antérieure : 31 août 2014).

Sommaire

- [Le nouveau PKK a déclenché une](#)
- [La théorie du confédéralisme](#)
- [La pratique du confédéralisme](#)
- [Des courants anarchistes \(...\)](#)
- [En suivant Bookchin dans \(...\)](#)
- [La révolution sociale prend](#)
- [Défendre la révolution kurde](#)

En guise d'introduction

Les positions et références politiques du parti de libération nationale kurde PKK, en guerre ouverte avec la Turquie, ont commencé à changer à la fin des années 1990, lorsque son leader Abdullah Öcalan, emprisonné à vie, dans le contexte post-soviétique de l'écroulement du « socialisme réellement existant », découvrit les réflexions théoriques de l'écologie sociale développées par le militant et intellectuel anarchiste-communiste étatsunien Murray Bookchin.

Le PKK a fait siennes et adapté les idées de l'influent et controversé théoricien anarchiste, ainsi que celles d'autres intellectuels et mouvements (comme les zapatistes) et les a intégré à sa propre proposition, le confédéralisme démocratique. Ce dernier a commencé à être mis en application dans les structures organisationnelles du mouvement de libération kurde et dans les territoires dans lesquels il a une présence, en fondant la Confédération des peuples du Kurdistan (KCK) et en impulsant une nouvelle dynamique : un mouvement de transformation sociale de type assembléiste et fédéraliste, prenant en charge la « question nationale » et essayant d'y apporter une réponse politique tournant le dos au schéma de l'État-nation et à ses impasses.

Dynamique singulière au regard du contexte régional dans la mesure où elle s'oppose frontalement à toutes les tendances dominantes en concurrence ou en conflit ; en défendant la laïcité, l'égalité, la libération des femmes et la lutte contre le patriarcat, en expérimentant une économie (de guerre) en rupture avec le capitalisme et le productivisme, en réinventant et mettant en pratique une réappropriation de la politique par l'instauration d'un embryon d'autonomie politique territoriale, la mise en place d'un pouvoir des assemblées locales et communales et le dépassement des séparations et des enfermements identitaires en prenant en compte l'existence des minorités et des singularités et la pluralité des sujets sociaux... Vaste chantier.

Ces derniers mois, les guérilleros – hommes et femmes – du PKK turcs se sont déplacés d’abord en Syrie puis récemment en Irak pour combattre les forces djihadistes de l’État islamique aux côtés de leurs camarades des autres branches du mouvement de libération nationale et sociale kurde. Ces combattant-e-s sont aujourd’hui les seuls à tenir tête aux djihadistes, en Syrie comme en Irak, les seuls qui encouragent et aident concrètement les populations à créer leur propres unités d’auto-défense (notamment en ce moment même les réfugiés yézidis chassés de la région de Sindjar) et parviennent à faire reculer les islamistes, à les mettre en déroute, malgré le déséquilibre des forces, notamment sur le plan matériel de l’équipement militaire.

Nous avons déjà largement abordé les enjeux à plusieurs niveaux de la « révolution kurde » en cours, sur ce site ou dans Courant Alternatif et nous continuerons à le faire. Parce qu’aujourd’hui, la proposition politique du mouvement kurde dépasse le cadre du seul Kurdistan et de ses conflits internes. Il commence à apparaître – et cela est à replacer dans le contexte du bilan, de l’échec des processus révolutionnaires initiés en 2011-2012 appelés “printemps arabe”, et des questions ouvertes alors par cette séquence et restées depuis sans réponse – comme une proposition tangible qui rouvre une perspective, comme une réponse valide pour l’ensemble de la macro-région méditerranéenne et moyen-orientale : une véritable alternative à tous les régimes d’oppression, sans exception, issus des découpages territoriaux de l’époque coloniale et de la 1^{re} guerre mondiale, aussi bien les oripeaux du « nationalisme arabe » à parti unique et aux dictatures militaires apparentées, les différentes variantes de l’islamisme politique, les diverses pétromonarchies de la péninsule arabique et du golfe persique, les pseudo-démocraties des oligarchies capitalistes/impérialistes à la mode occidentale.

Nous publions ici la traduction d’un texte récemment édité en anglais qui présente, à nouveau, les contenus des propositions avancées et appliquées par les mouvements de la gauche kurde et les actualise.

Il va de soi que, comme d’autres textes et documents que nous publions régulièrement, il ne reflète que le point de vue de son auteur. Si nous en assumons la publication, c’est, d’une part, parce que nous y retrouvons des problématiques et des préoccupations qui nous sont proches, mais aussi d’autre part et surtout par ce qu’il apporte comme éléments d’information, de compréhension et d’analyse sur les conflits, sur les guerres, les processus de transformation sociale en cours qui ne nous sont pas étrangers et qui dessinent grandement aujourd’hui une carte du monde (géographique, sociale, politique...) qui nous concerne, tout simplement, parce qu’elle nous y inclut et nous détermine.

31 août 2014 - XYZ / OCLibertaire

Le nouveau PKK a déclenché une révolution sociale au Kurdistan

À mesure que la perspective de l’indépendance kurde devenait de plus en plus imminente, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s’est transformé en une force luttant pour la démocratie radicale.

Exclus des négociations et trahis par le Traité de Lausanne de 1923 par les Alliés de la Première Guerre mondiale qui leur avaient promis leur propre État après la partition de l’Empire ottoman, les Kurdes sont la plus grande minorité sans État dans le monde. Mais aujourd’hui, à l’exception d’un

Iran têt, il ne reste plus que quelques obstacles à l'indépendance kurde de jure dans le nord de l'Irak. La Turquie et Israël ont promis leur soutien, tandis que les mains de la Syrie et de l'Irak sont liées par les progrès rapides de l'État islamique (anciennement EIIL).

Avec le drapeau kurde flottant sur tous les bâtiments officiels et les peshmergas [forces armées du Gouvernement régional du Kurdistan dans le Kurdistan irakien. NdT] maintenant les islamistes à la porte du Kurdistan grâce à une aide militaire américaine attendue depuis longtemps, le sud du Kurdistan (Irak) rejoint leurs camarades du Kurdistan occidental (Syrie) en tant que deuxième région autonome de facto du nouveau Kurdistan. Ils ont déjà commencé à exporter leur propre pétrole et ont repris la région riche en pétrole de Kirkouk, ils ont leur propre parlement élu et laïc et leur société pluraliste. Ils ont fait leur demande de reconnaissance comme État à l'ONU et il n'y a rien que le gouvernement irakien puisse faire -ou que les États-Unis veuillent faire sans le soutien d'Israël - pour l'arrêter.

La lutte des Kurdes, cependant, est loin d'être étroitement nationaliste. Dans les montagnes au-dessus d'Erbil, dans le cœur historique du Kurdistan qui serpente à travers les frontières de la Turquie, de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie, une révolution sociale est née.



Carte actuelle de la Syrie et de l'Irak. En jaune dans le nord de la Syrie sont les zones contrôlées par les Kurdes de Syrie, en vert dans le nord de l'Irak sont les zones contrôlées par les Kurdes irakiens (source : Wikimedia Commons).

La théorie du confédéralisme démocratique

Au tournant du siècle, alors que le radical étatsunien Murray Bookchin avait échoué dans sa tentative de revitaliser le mouvement anarchiste contemporain avec sa philosophie de l'écologie sociale, Abdullah Öcalan, le fondateur et dirigeant du PKK, était arrêté au Kenya par les autorités turques et condamné à mort pour trahison. Dans les années qui suivirent, le vieil anarchiste gagnait un improbable adepte chez le militant endurci, dont l'organisation paramilitaire - le Parti des travailleurs du Kurdistan - est largement considérée comme une organisation terroriste pour mener une guerre violente de libération nationale contre la Turquie.

Dans ses années de confinement solitaire - le leader du PKK se trouve derrière les barreaux depuis que sa peine a été commuée en réclusion à perpétuité - Öcalan a adopté une forme de socialisme libertaire si obscure que bien peu d'anarchistes en avaient entendu parler : le municipalisme libertaire de Bookchin. Öcalan a ensuite modifié, atténué et rebaptisé la vision de Bookchin sous le nom de « confédéralisme démocratique » avec le résultat que l'Union des Communautés du Kurdistan (Koma Civakên Kurdistan ou KCK), l'expérience territoriale du PKK d'une société libre basée sur la démocratie directe, est restée largement un secret pour la plupart des anarchistes, et plus encore, pour le grand public.

Bien que la conversion d'Öcalan a été le point décisif, la renaissance plus large d'une littérature de

gauche libertaire et indépendante a commencé à souffler dans les montagnes et à passer de main en main parmi la base du mouvement après l'effondrement de l'Union soviétique dans les années 1990. *« (Ils) ont analysé des livres et des articles de philosophes, de féministes, de (néo)anarchistes, communistes libertaires, communalistes et écologistes sociaux. C'est ainsi que des écrivains comme Murray Bookchin (et d'autres) ont attiré leur attention »*, nous dit le militant kurde Ercan Ayboga.

Öcalan s'est lancé, dans ses écrits de prison, dans un profond réexamen et une autocritique de la terrible violence, du dogmatisme, du culte de la personnalité et de l'autoritarisme qu'il avait favorisé : *« Il est devenu clair que notre théorie, notre programme et notre praxis des années 1970 n'a rien produit d'autre qu'un séparatisme et une violence vaines, et, ce qui est pire encore, que le nationalisme auquel nous aurions dû nous opposer, nous a tous infestés. Même si nous étions opposés à ses principes et à sa rhétorique, nous l'avons néanmoins accepté comme inévitable »*. Une fois que le leader incontesté, Öcalan a estimé que le *« dogmatisme prospère sur des vérités abstraites qui deviennent des façons courantes de penser. Dès que vous mettez ces vérités générales en mots, vous vous sentez comme un grand prêtre au service de son dieu. C'est l'erreur que j'ai commise. »*

Öcalan, athée, a en fin de compte écrit comme un libre penseur, libéré de la mythologie marxiste-léniniste. Il a indiqué qu'il était à la recherche d'une *« alternative au capitalisme »* et d'un *« remplacement du modèle en ruine du... "socialisme réellement existant" »* quand il a rencontré Bookchin. Sa théorie du confédéralisme démocratique s'est développée à partir d'une combinaison d'inspiration intellectuelle communaliste, de *« mouvements comme les zapatistes »* et d'autres facteurs historiques issus de la lutte au Kurdistan du Nord (Turquie). Öcalan a proclamé lui-même qu'il était un étudiant de Bookchin, et après l'échec d'une correspondance électronique avec le vieux théoricien, qui était à son grand regret trop malade en 2004 pour poursuivre un échange épistolaire depuis son lit de mort, le PKK lui a rendu hommage en déclarant qu'il était *« l'un des plus grands chercheurs en sciences sociales du XX^e siècle »* à l'occasion du deuxième anniversaire de sa mort.

La pratique du confédéralisme démocratique

Le PKK a apparemment suivi son chef, non seulement en adoptant l'étiquette spécifique de Bookchin de l'éco-anarchisme, mais aussi en intériorisant activement cette nouvelle philosophie dans sa stratégie et sa tactique. Le mouvement a abandonné sa guerre sanglante pour la révolution stalinienne/maoïste et les méthodes de terreur qui l'accompagnaient, et a commencé à examiner une stratégie largement non-violente visant à une plus grande autonomie régionale.

Après des décennies de trahisons fratricides, de cesser le feu manqués et sans lendemains, de détentions arbitraires et de reprises des hostilités, le 25 avril de cette année, le PKK a annoncé un retrait immédiat de ses forces de Turquie et leur redéploiement dans le nord de l'Irak, mettant ainsi fin à un conflit de 30 ans avec l'État turc. Le gouvernement turc s'est engagé simultanément dans un processus de réforme constitutionnelle et juridique devant consacrer les droits humains et culturels de la minorité kurde à l'intérieur de ses frontières. C'est là le dernier volet d'une négociation tant attendue entre Öcalan et le Premier ministre turc Erdogan, faisant partie d'un processus de paix qui a commencé en 2012. Il n'y a pas eu de violence de la part du PKK pendant une année et des appels raisonnables ont été lancés pour que le PKK soit retiré de la liste mondiale des organisations terroristes.

Il reste, cependant, une sombre histoire attachée au PKK : des pratiques autoritaires qui ne cadrent pas avec sa nouvelle rhétorique libertaire. À divers moments, ses branches ont été accusées ou soupçonnées de collecte de fonds par le trafic d'héroïne, d'extorsion, de recrutement forcé et de

racket à grande échelle. Si cela est vrai, il n'y a aucune excuse pour ce genre d'opportunisme mafieux, malgré l'ironie évidente que l'État turc génocidaire était lui-même en grande partie financé par le monopole lucratif sur l'exportation légale vers l'Occident de produits opiacés "médicaux" cultivés par l'État, et rendu possible par le service militaire obligatoire et par les impôts pour un énorme budget anti-terroriste et ses forces armées surdimensionnées (la Turquie possède la deuxième armée de l'OTAN après les États-Unis).

Il en est ainsi de l'hypocrisie habituelle dans la guerre contre le terrorisme : lorsque les mouvements de libération nationale imitent la brutalité de l'État, ce sont invariablement les non représentés qui sont désignés comme terroristes. Öcalan lui-même décrit cette période honteuse comme celle des « gangs au sein de notre organisation et des pratiques ouvertement de banditisme, [qui] organisaient des opérations dangereuses, inutiles, en envoyant en masse des jeunes gens à la mort ».

Des courants anarchistes dans la lutte

Comme signe supplémentaire qu'il abandonne ses orientations marxistes-léninistes, le PKK a commencé à faire des ouvertures explicites à l'anarchisme international, accueillant même un atelier lors de la Rencontre internationale anarchiste de Saint-Imier, en Suisse en 2012, qui a provoqué confusion, désarroi et discussions en ligne, mais qui est passé largement inaperçu dans la presse anarchiste au sens large.

Janet Biehl, veuve de Bookchin, est l'une des rares anarchistes occidentales qui a étudié le KCK sur le terrain et a beaucoup écrit au sujet de ses expériences sur le site Internet *New Compass*, partageant également des entretiens avec des radicaux kurdes impliqués dans les opérations au jour le jour des assemblées démocratiques et des structures fédérales, ainsi que la traduction en anglais et la publication de la première étude anarchiste d'envergure sous la forme d'un livre sur le thème : *L'autonomie démocratique dans le Nord du Kurdistan : Mouvement des Conseils, Libération de Genre et Écologie* (2013) [*Democratic Autonomy in North Kurdistan : The Council Movement, Gender Liberation, and Ecology*].

La seule autre voix anarchiste anglophone est le Forum anarchiste du Kurdistan (KAF), un groupe pacifiste de Kurdes irakiens vivant en Europe et qui revendiquent ne pas avoir « de lien avec d'autres groupes de gauche ». Tout en soutenant un Kurdistan fédéral, le KAF déclare qu'il « *ne soutiendra le PKK que lorsqu'il aura abandonné complètement la lutte armée, participera à l'organisation des mouvements populaires de base pour la satisfaction des exigences sociales de la population, dénoncera et démantèlera ses modes de lutte centralisés et hiérarchiques et deviendra plutôt une fédération de groupes locaux autonomes, coupera tous liens et relations avec les États du Moyen-Orient et de l'Occident, dénoncera la politique du pouvoir charismatique, et se convertira à l'anti-étatisme et l'anti-autoritarisme, alors seulement nous serons heureux de coopérer pleinement avec eux.* »

En suivant Bookchin dans le texte

Ce jour-là (excepté le pacifisme) pourrait ne pas être loin. Le PKK/KCK semble suivre l'écologie sociale de Bookchin à la lettre, avec presque tout, jusque et y compris sa participation contradictoire à l'appareil d'État par les élections, tel que l'a prescrit l'anarchiste américain dans ses écrits.

Comme l'écrivent Joost Jongerden et Ahmed Akkaya, « *le travail de Bookchin fait la distinction entre*

deux conceptions de la politique, le modèle grec et le modèle romain », c'est-à-dire la démocratie directe et la démocratie représentative. Bookchin voit sa forme de néo-anarchisme comme une renaissance pratique de l'ancienne révolution athénienne. « Le modèle d'Athènes existe comme un contre-courant et un courant souterrain, trouvant son expression dans la Commune de Paris de 1871, les conseils (soviets) dans les débuts de la révolution de 1917 en Russie et la révolution espagnole de 1936 ».

Le communalisme de Bookchin contient une approche en cinq étapes :

- Autonomiser les municipalités existantes par le biais de la loi afin de localiser le pouvoir décisionnel.
- Démocratiser ces municipalités à travers des assemblées de base.
- Unir les municipalités « *dans des réseaux régionaux et des confédérations plus larges [...] travailler à remplacer progressivement les États-nations par les confédérations municipales* », tout en s'assurant que « *les niveaux les plus élevés de la confédération soient principalement des fonctions de coordination et d'administration* ».
- « *Unir les mouvements sociaux progressistes* » pour renforcer la société civile et établir « *un point focal commun pour les initiatives et les mouvements de tous les citoyens* » : les assemblées. Cette coopération n'est pas conçue « *parce que nous nous attendrions à trouver toujours un consensus harmonieux mais, au contraire, parce que nous croyons au désaccord et à la délibération. Une société se développe par les débats et les conflits* ». En outre, les assemblées doivent être laïques, lutter « *contre les influences religieuses sur la politique et le gouvernement* » et doivent devenir « *une arène de la lutte des classes.* »

Afin de réaliser sa vision d'une « *société sans classes basée sur le contrôle politique collectif des moyens socialement importants de la production* », il est fait appel à la « *municipalisation de l'économie* » et à la mise en place d'une « *allocation confédérale des ressources pour assurer l'équilibre entre les régions* ». En termes simples, cela équivaut à une combinaison de l'autogestion et de la planification participative afin de répondre aux besoins sociaux : une économie anarchiste classique.

Comme l'a dit Eirik Eiglad, ancien éditeur de Bookchin et analyste de la KCK :

"Une importance particulière est la nécessité de combiner les idées des mouvements féministes et écologistes progressistes avec les nouveaux mouvements urbains et les initiatives de citoyens, ainsi que celles des syndicats, des coopératives et des collectifs locaux..."

Nous pensons que les idées communalistes d'une démocratie basée sur les assemblées peuvent contribuer à rendre possible cet échange progressif des idées sur une base plus permanente, et avec des conséquences politiques plus directes. Pourtant, le communalisme n'est pas seulement un moyen tactique pour unir ces mouvements radicaux. Notre appel à la démocratie municipale est une tentative de mettre de la raison et de l'éthique à l'avant-poste des débats publics."

Pour Öcalan, le confédéralisme démocratique signifie une « *société démocratique, écologique et libérée en matière de genre* », ou simplement « *la démocratie sans l'État* ». Il oppose explicitement la « *modernité capitaliste* » et la « *modernité démocratique* », dans laquelle « *les trois anciens éléments de base : le capitalisme, l'État-nation et l'industrialisme* » sont remplacés par « *une nation démocratique, une économie communale et une industrie écologique* ». Cela implique « *trois projets : un pour la république démocratique, un pour le confédéralisme démocratique et un pour l'autonomie démocratique* ».

Le concept de "république démocratique" se réfère essentiellement à l'obtention, longtemps niée, de la citoyenneté et des droits civils des Kurdes, y compris la capacité de parler et d'enseigner librement dans leur langue. L'autonomie démocratique et le confédéralisme démocratique font à la fois référence aux *« capacités autonomes des personnes et à une forme de structure politique plus directe, moins représentative »*.

Pendant ce temps, Jongerden et Akkaya soulignent que *« le modèle du municipalisme libre vise à réaliser l'approche de bas en haut ("bottom-up") dans la conception et le fonctionnement d'un organe administratif participatif, du local au provincial »*. Le *« concept de citoyen libre (ozgur yarttas) [est] un point de départ »* qui *« comprend les libertés civiles fondamentales comme la liberté d'expression et d'organisation »*. Les unités de base du modèle sont les assemblées de quartier ou "conseils" comme on les appelle indifféremment.

Il y a une participation populaire dans les conseils, y compris de la part de personnes non-kurdes, et tandis que les assemblées de quartier sont fortes dans plusieurs provinces, *« à Diyarbakir, la plus grande ville du Kurdistan turc, il y a des assemblées presque partout. »* Par ailleurs, *« dans les provinces d'Hakkari et de Sirnak... il y a deux autorités parallèles [le KCK et l'État], parmi lesquelles la structure confédérale démocratique est la plus puissante dans la pratique. »* La KCK en Turquie *« est organisée au niveau du village (köy), du quartier urbain (mahalle), du district (ilçe), de la ville (kent), et de la région (bölge), qui est appelée « Kurdistan du Nord »*.

Le niveau le "plus élevé" de la fédération au Kurdistan du nord, le DTK (Congrès de la Société Démocratique) est un mélange de délégués de base élus par leurs pairs avec mandats révocables, qui constituent 60% de l'ensemble et des représentants de *« plus de cinq cents organisations de la société civile, syndicats et partis politiques »*, qui composent les 40% restants, dont environ 6% sont *« réservés aux représentants des minorités religieuses, des universitaires ou autres spécialistes et d'autres personnes ayant un point de vue particulier. »*

La proportion au sein des 40% de ceux qui sont pareillement délégués directement des groupes de la société civile démocratique et non-étatiste comparé à ceux qui n'ont pas été élus ou sont choisis par les bureaucraties des partis politiques n'est pas claire. Le chevauchement d'individus entre mouvements kurdes indépendants et partis politiques kurdes, ainsi que l'intériorisation de nombreux aspects de la procédure de démocratie directe par ces partis, compliquent encore plus la situation. Toutefois, le consensus informel qui se dégage parmi les observateurs est que la majorité des prises de décision correspond à des procédures de démocratie directe d'une manière ou d'une autre ; que la plupart de ces décisions sont prises au niveau local ; et que les décisions sont prises à partir de la base, selon la structure fédérale.

Du fait que les assemblées et le DTK sont coordonnées par la KCK illégale, dont fait partie le PKK, ils sont désignés comme "terroristes" par la Turquie et la soi-disant communauté internationale (UE, États-Unis et autres). Le DTK sélectionne aussi les candidats du BDP, le parti pro-kurde (Parti pour la paix et de la démocratie), pour le Parlement turc, qui propose *« l'autonomie démocratique »* pour la Turquie, une combinaison de démocratie représentative et de démocratie directe. Conformément au modèle fédéral, il propose la création d'environ 20 régions qui autogouverneraient directement (selon le schéma anarchiste, pas la Suisse) *« l'éducation, la santé, la culture, l'agriculture, l'industrie, les services sociaux et de sécurité, les questions des femmes, de la jeunesse et des sports »*, avec l'État continuant de conduire *« les affaires étrangères, les finances et la défense. »*

La révolution sociale prend son envol

Pendant ce temps, sur le terrain, la révolution a déjà commencé. Dans le Kurdistan turc, il y a un mouvement éducatif indépendant des "académies" qui organise des forums de discussion et des séminaires dans les quartiers. Dans la municipalité de Sûr à Amed [nom kurde de Diyarbakır, NdT], où une avenue s'appelle "Rue de la Culture", le maire Abdullah Demirbas se félicite de la « *diversité des religions et de systèmes de croyance* » et déclare que « *nous avons commencé à restaurer une mosquée, une église catholique chaldéo-araméenne-, une église orthodoxe arménienne et une synagogue juive* ».

Jongerden et Akkaya signalent ailleurs que « *les municipalités DTP ont lancé un "service municipal multilingue", qui a suscité des débats houleux. Des panneaux indicateurs municipaux ont été érigés en kurde et en turc, et des commerçants locaux ont suivi le mouvement* ».

La libération des femmes se poursuit par les femmes elles-mêmes à travers les initiatives du Conseil des femmes du DTK, qui établit de nouvelles règles de « *quotas de femmes de quarante pour cent* » dans les assemblées. Si un fonctionnaire bat sa femme, son salaire est reversé directement à la femme battue afin de maintenir sa sécurité financière et son usage comme bon lui semble. « *À Gewer, si le mari prend une deuxième épouse, la moitié de sa succession ira à la première.* »

Il existe des « Villages de la Paix », des communautés de coopératives, nouvelles ou transformées, appliquant leur propre programme complètement en dehors des contraintes logistiques de la guerre kurdo-turque. La première de ces communautés a été construite dans la province d'Hakkari, limitrophe de l'Irak et de l'Iran, où « *plusieurs villages* » ont rejoint l'expérience. Dans la province de Van, « *un village écologique de femmes* » est en construction pour abriter les victimes de la violence domestique, auto-suffisant « *pour toute ou presque toute l'électricité nécessaire.* »

La KCK tient des réunions deux fois par an dans les montagnes avec des centaines de délégués de chacun des quatre pays, avec comme priorité à son agenda, la menace de l'État islamique envers l'autonomie du Kurdistan du sud et de l'ouest. Les partis iraniens et syriens affiliés à la KCK, le PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan) et le PYD (Parti de l'union démocratique) mettent en avant également le confédéralisme démocratique. Le parti irakien de la KCK, le PÇDK (Parti pour une solution démocratique du Kurdistan) est relativement peu important car le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, centriste) au pouvoir et son chef Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, n'a que récemment cessé de le harceler et commencé à le tolérer.

Mais, dans les régions montagneuses du Kurdistan irakien plus au nord, là où se trouvent la plupart des guérilleros et guérilleras du PKK et du PJAK, la littérature radicale et les assemblées s'épanouissent, avec l'intégration de nombreux Kurdes de la montagne après des décennies de déplacements. Au cours des dernières semaines, ces militant-e-s sont descendus des montagnes du nord pour combattre aux côtés des peshmergas irakiens contre l'EIL, sauvant 20 000 yézidis et chrétiens dans les montagnes de Sindjar et ont reçu la visite de Barzani dans un affichage public de gratitude et de solidarité, mais surtout pour mettre la Turquie et les États-Unis dans l'embarras.

Le PYD syrien a suivi l'exemple du Kurdistan turc dans la transformation révolutionnaire de la région autonome sous son contrôle depuis l'éclatement de la guerre civile. Après les « *vagues d'arrestations* » de la répression baasiste, avec « *10.000 prisonniers, dont des maires, des chefs locaux du parti, des élus, cadres et militants [...] les forces du PYD kurde ont renversé le régime du parti Baas dans le nord de la Syrie, ou Kurdistan occidental, [et] des conseils locaux ont éclos partout.* » Des Comités d'auto-défense ont été improvisés pour fournir « *la sécurité après la chute du régime baasiste* » et « *la première école enseignant la langue kurde* » a été établie en même temps que les conseils intervenaient dans la distribution équitable du pain et de l'essence.

Dans le Kurdistan de Turquie, de Syrie, et dans une moindre mesure dans le Kurdistan irakien, les femmes sont désormais libres de se dévoiler et fortement encouragées à participer à la vie sociale. Les anciens liens féodaux sont brisés, les gens sont libres de suivre une religion ou aucune et les minorités ethniques et religieuses coexistent pacifiquement. S'ils sont capables de contenir le nouveau califat, l'autonomie du PYD dans le Kurdistan syrien et l'influence de la KCK au Kurdistan irakien pourrait bien servir de ferment pour une explosion encore plus profonde de culture et de valeurs révolutionnaires.

Le 30 juin 2012, le Comité national de coordination pour le changement démocratique (NCB), la plus grande coalition de la gauche révolutionnaire en Syrie, dont le PYD est le groupe principal, a adopté « *le projet d'autonomie démocratique et le confédéralisme démocratique comme un modèle possible pour la Syrie* ».

Défendre la révolution kurde face à l'État islamique

La Turquie, quant à elle, a menacé d'envahir les régions kurdes si « *des bases terroristes étaient installées en Syrie* », au moment où des centaines de combattants de la KCK (y compris du PKK) de tout le Kurdistan traversaient la frontière pour défendre Rojava (l'ouest) face à l'avancée de l'État islamique. Le PYD affirme que le gouvernement islamiste modéré de la Turquie est déjà engagé dans une guerre par procuration contre eux, en facilitant le transit des djihadistes internationaux à travers la frontière pour qu'ils combattent aux côtés des islamistes.

Au Kurdistan irakien, Massoud Barzani, dont la guérilla a combattu aux côtés de la Turquie contre le PKK dans les années 1990 en échange de l'accès aux marchés occidentaux, a appelé à un « *front uni kurde* » en Syrie à travers une alliance avec le PYD. Barzani avait signé en 2012 avec Salih Muslim, leader du PYD, l'« Accord d'Erbil » formant le Conseil National Kurde et reconnaissant que « *toutes les parties sont sérieuses et déterminées à continuer à travailler ensemble* ».

Pourtant, alors que l'étude et la pratique des idées socialistes libertaires parmi la direction et les bases de la KCK est assurément un développement positif, il reste à voir dans quelle mesure cette influence est suffisamment sérieuse pour qu'ils abandonnent leur passé autoritaire sanglant. Le combat kurde pour l'autodétermination et la souveraineté culturelle est une lueur d'espoir au milieu des sombres nuages qui s'amoncellent au-dessus de l'État Islamique et des guerres sanglantes inter-fascistes entre l'islamisme, le baasisme et le sectarisme religieux qui leur a donné naissance.

Une révolution pan-kurde socialement progressiste et laïque, avec des éléments socialistes libertaires, unifiant les Kurdes irakiens et syriens et revitalisant les luttes en Turquie et en Iran peut encore être une perspective. Pendant ce temps, ceux d'entre nous qui apprécient l'idée de civilisation doivent reconnaître leur gratitude aux Kurdes, qui combattent en première ligne jour et nuit contre les djihadistes du fascisme islamiste en Syrie et en Irak, en défendant de leur vie les valeurs de la démocratie radicale.

Rafael Taylor, 17 août 2014

« *Les Kurdes n'ont pas d'amis sauf les montagnes* »
Proverbe kurde

P.-S.

* <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1574>

Source : ROARmag - Reflections on a Revolution :
<http://roarmag.org/2014/08/pkk-kurdish-struggle-autonomy/>

Disponible sur ESSF (article 33276) : [“The Kurdistan Workers’ Party transforms itself into a force for radical democracy.” – The new PKK: unleashing a social revolution in Kurdistan](#)

Traduction : XYZ / OCLibertaire

* Rafael Taylor est un militant socialiste libertaire et un journaliste indépendant résidant à Melbourne. Il est également animateur de l’émission de radio “Floodgates Of Anarchy”, membre de l’ASF-IWA (AIT) et coordinateur de l’Alliance de la gauche libertaire à Melbourne.